

MILITANT COMMUNISTE



Numéro 5

Mars 2003

SOMMAIRE

EDITORIAL
CLASSE CONTRE CLASSE

Où va la CGT
47eme Congrès de la CGT
Nouveau statut du salarié
« Continuer la CGT »

DEBAT
32eme Congrès du PCF
Services publics

Mouvement communiste
Alliance ML (Canada et EU)

Irak : guerre impérialiste,
Guerre contre les peuples du
monde

Ce bulletin est publié en direction des militants communistes. Notre but n'est pas de créer un énième groupe prétendant détenir la légitimité communiste. Il est de contribuer à l'unification des communistes en France à partir de leur idéologie commune le Marxisme Léninisme et de leur combat commun contre l'impérialisme, le capitalisme, le révisionnisme, le réformisme, le trotskisme et pour la révolution socialiste. Notre but est de contribuer à la construction d'un seul et véritable Parti Communiste.

Adresse électronique :
Militant@milicm.org

Site Internet :
www.milicm.org

CLASSE CONTRE CLASSE

Organiser la riposte des travailleurs contre la bourgeoisie et les réformistes

Du 24 au 28 mars aura lieu, à Montpellier, le 47^{ème} congrès de la CGT.

Parallèlement à la dégénérescence révisionniste du P «C» F et à son passage progressif sur des positions ouvertement réformistes, la direction confédérale de la CGT, conduite en majorité par des membres de l'appareil de ce parti, a conduit le syndicat sur la voie de l'abandon des principes et du syndicalisme de classe anti-capitaliste et révolutionnaire.

D'un congrès à l'autre, et clairement depuis le 45^{ème} congrès(1) , le syndicat qui fut porteur du rejet par la classe ouvrière du capitalisme et de ses aspirations à un changement de société, s'est transformé étape par étape, dans sa pratique comme dans ses orientations confédérales en un syndicat réformiste.

L'abandon de la référence à la lutte des classes, le renoncement à l'objectif du renversement du capitalisme et de l'appropriation collective des moyens de production et d'échange furent les deux reniements théoriques fondamentaux qui marquèrent la rupture officielle avec le syndicalisme révolutionnaire de lutte de classe.

Ces reniements conduisirent à une ligne de subordination des luttes à la négociation dans le respect des rapports de classes capitalistes, à la recherche à tout prix de l'alliance avec les syndicats réformistes déclarés- la CFDT notamment-, à l'adaptation des revendications au nom du «réalisme», par le retrait de la FSM et l'adhésion à la confédération européenne des syndicats avec la parrainage de la CFDT.

Désormais, à la CGT, le syndicalisme de classe et de masse a cédé la place au syndicalisme de «proposition» et au syndicalisme «rassemblé».

Pratiquement, la direction confédérale et ses agents dans les fédérations mettent en œuvre des positions opposées aux intérêts des travailleurs. Le dernier acte dans ce sens a été le soutien de la direction de la fédération des mines et de l'énergie au plan gouvernemental de liquidation du système des retraites à EDF-GDF, ouvrant la voie à la privatisation.

(suite p 2)

(1) voir l'article sur le 47eme congrès

Pour mieux imposer par le haut cette ligne de trahison, la direction confédérale a décidé de faire entériner par le 47ème congrès la décision de centraliser et de confier à un organisme financier les cotisations des adhérents, cassant un autre principe fondateur de la CGT, le fédéralisme Naturellement, face aux menées liquidatrices des dirigeants réformistes, l'opposition grandit.

Le NON des salariés actifs et retraités d'EDF-GDF aux consignes de la CGT- énergie est une expression forte du désaveu opposé aux réformistes qui dirigent cette fédération.

Le nombre de contributions hostiles aux orientations confédérales venant de syndiqués, de sections, d'Unions Locales, et même de fédérations, dans le cadre de la préparation du 47ème congrès, est un autre signe de la prise de conscience et du rejet de la ligne réformiste imposée par la direction.

Pourtant, il faut constater que cette opposition manque d'efficacité, qu'elle n'a pas la force ni la cohésion nécessaires pour combattre avec succès la forteresse réformiste de Montreuil où sont retranchés les dirigeants confédéraux qui eux sont bien organisés, qui maîtrisent les rouages de l'organisation et qui sont experts dans l'art de la manipulation.

Cette opposition des syndicalistes de lutte de classes est inefficace parce qu'elle est éclatée, dispersée, inorganisée, comme l'est de son côté, malheureusement encore, le mouvement communiste.

FACE A CETTE SITUATION, le collectif MILITANT COMMUNISTE pense qu'il est nécessaire et possible d'avancer vers la construction d'un front syndical de lutte de classes. Dans cet objectif il propose

Que les organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme s'organisent pour travailler à la définition d'une ligne et d'une pratique commune sur le terrain syndical.

Que les regroupements de syndicalistes révolutionnaires, liés ou non aux organisations communistes ML s'organisent en réseau et établissent une plate forme syndicale commune.

Que ce réseau se mette en relation avec les structures de la CGT en opposition avec le réformisme confédéral. Dans l'immédiat, qu'une première réunion rassemblant les organisations communistes qui se réclament du marxisme léninisme, les regroupements de syndicalistes révolutionnaires ou de lutte de classes, les organisations anti-impérialistes, ait lieu rapidement pour réaliser leur unité d'action et le 1er MAI dans des initiatives communes.

POUR LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE ET POUR LA SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES OPPRIMES ET AGRESSES

CONTRE LE CAPITALISME CAUSE DE MISERE, DE CHOMAGE ET DE GUERRE

POUR LE SOCIALISME SEULE ALTERNATIVE A LA BARBARIE CAPITALISTE

Militant Communiste

Où va la CGT

Nous publions ici avec l'autorisation de son auteur un article paru en octobre 2002 dans *Partisan*, journal de l'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste Voie Proletarienne,. Après avoir analysé la dégénérescence de la CGT il met l'accent sur la nécessité pour les Marxistes Léninistes de dépasser les clivages de groupes afin d'organiser une opposition syndicale de lutte de classe au sein de la CGT

La CGT n'est plus, depuis longtemps, le syndicat qu'il a pu ou prétendu être dans le passé. Aujourd'hui, la frange la plus à droite de l'appareil a pris les commandes de l'organisation syndicale et le tire toujours plus en avant vers des orientations ultra-droitières. Cela n'est pas arrivé subitement avec la désignation de Bernard THIBAUT comme secrétaire général confédéral. C'est l'aboutissement et le fruit de toute la période qui suit la seconde guerre mondiale. FRACHON, SEGUY, KRASUCKI et VIANNET, ont, chacun à leur

tour, conduit la CGT, ses syndiqués, les travailleurs vers une impasse.

UNE LENTE EVOLUTION VERS LA COLLABORATION DE CLASSE

Trois grands temps forts de cette histoire :

Le premier qui suit la victoire sur le nazisme et qui se poursuit par la politique dite de « produire d'abord ! » (suite p 3)

Le second, c'est la trahison ouverte des espoirs nés des grèves de mai 1968.

Le troisième, c'est 1995, le non-appel à la grève générale alors même que 2 millions de salariés étaient dans la rue et que se déroulait le 45ème Congrès confédéral. Ce dernier se trouvant immédiatement suivi du sommet «social» de janvier 1996, de la rencontre avec le CNPF et la complicité avec le gouvernement Gauche plurielle sur de nombreux dossiers (Lois AUBRY, refondation sociale etc..)

Depuis plusieurs congrès, nous assistons à une révision complète, totale, des principes fondateurs et fondamentaux du syndicalisme. Ces principes même qui ont permis à la classe ouvrière, aux travailleurs, d'obtenir des garanties sociales, de conquérir -souvent de hautes luttes- ce que l'on perd depuis plusieurs années.

La CGT a connu plusieurs périodes où un réformisme dévoyé, devenu majoritaire, a entraîné notre organisation dans des travers qu'une forte minorité, voire seulement quelques poignées de camarades, ont tenté de combattre afin d'en inverser le cours.

L'adhésion de la CGT à la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) a-t-elle permis de modifier un tant soit peu cette organisation syndicale européenne qui s'inscrivait dans les critères de Maastricht, comme les responsables CGT l'affirmaient ? Ou, au contraire, n'est-ce pas plutôt notre propre organisation qui s'est recentrée autour de ce qui était permis par cette officine de collaboration de classe qu'est la C.E.S. ?

Depuis, tout est allé très vite, le 46e congrès a été un congrès de transition et le 47e, qui se déroulera dans quelques mois pourrait bien être l'acte final d'un syndicalisme de luttes et de revendications qui a pourtant toujours démontré son actualité et son utilité.

DES RESISTANCES MULTIPLES

Si la tête est pourrie, le corps est encore en partie, sain. C'est dans la CGT que l'on trouve le plus grand nombre de militants, de camarades, sur des positions correctes de classe. Isolés, bien souvent déboussolés voire partiellement démobilisés, ils n'en restent pas moins présents et refusent cette dérive réformiste de droite, conduite à 100 à l'heure et aboutissant à une Cfdtisation de la CGT. Et ce n'est pas une vue de l'esprit que de dire qu'une association de collaboration de classes comme «*Confrontations*» où se côtoient Francis MER, nouveau ministre et Jean Christophe LE DUGOU, que l'on peut considérer comme le «*théoricien du modernisme*» de la CGT, ainsi que d'autres grands patrons (l'ex-CNPF Jean GANDOIS), des politiques (Michel ROCARD, Philippe HERZOG, Jacques DELORS et sa fille Martine

AUBRY...) et d'ex-syndicalistes renégats comme André SAINJON, Alain OBADIA, n'est certainement pas sans influence dans les orientations en cours à la CGT.

Quelques appareils (Fédés) résistent encore mais plus sur une démarche de lutte de places que de lutte de classes. Dans la Fédé de la construction, les secrétaires fédéraux les plus à gauche ont tous été débarqués lors du dernier congrès fédéral, vers d'autres postes/placards. Et ce, sans qu'il y ait réellement contestation et travail syndical, de leur part, pour contrer la nouvelle direction fédérale. Ces camarades subissant (en silence) leur mise au placard sont pourtant membres (ceci explique cela) de fractions oppositionnelles du PCF ! Depuis, le début de cette année, ils ont même été sanctionnés par des mises à pied. Du jamais vu ! Ce qui fait que certaines réunions de la Fédé à Montreuil ont été perturbées par... des militants CGT !!! Dans la Métallurgie, ce sont des membres de la Commission exécutive fédérale (CEF) qui sont intervenus en interpellant le BF des Métaux. Des déclarations d'UL (Roanne, Harfleur) existent pour dénoncer clairement ce qui se passe.

Il est temps que l'ensemble des militants comprennent ce qui se passe et pour reprendre une célèbre formule : OSENT OUVRIR LA BOUCHE !

Dans la CGT, c'est souvent la confiance en ces dirigeants -assez logique en temps normal- qui fait que ça roule, comme on dit ! On ne se pose pas trop de questions. Alors penser que des camarades, des militants de haut niveau, bien placés dans la hiérarchie de la CGT sont en train de liquider notre organisation. C'est difficile, c'est presque une idée impossible à admettre et pourtant... Nous en sommes-là !

RECONSTRUIRE UN SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE

L'éparpillement des luttes contre la mise en place des différents accords d'ARTT dans une grande, très grande majorité d'entreprises privées mais aussi publiques, sans qu'il y ait centralisation des luttes est la démonstration *grandeur nature* qu'aucune organisation syndicale (CFDT, c'était à prévoir mais aussi CGT et SUD) n'a eu la volonté politique de s'affronter au gouvernement sur cet enjeu. Cette défaite ouvrière ramène les travailleurs des années en arrière (suite p 4)

quant aux acquis et aux conditions de travail. C'est la première trahison des intérêts des travailleurs depuis novembre/ décembre 1995. L'attitude et les orientations de la CGT durant ce grand mouvement de l'hiver 1995 annonçaient le nouveau cours.

Nouveau car contrairement aux autres (1945 et 1968), il existait encore un discours qui pouvait faire illusion. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Et ça, c'est l'alignement -c'est un comble !- sur la politique social-démocrate du PCF, qui depuis la

chute de Mur de Berlin et la fin du pseudo-socialisme des pays de l'Est ne voit plus que par un éventuel dépassement de capitalisme : Exit, le socialisme, exit la transformation sociale ! C'est donc un comble car les dernières déclarations de Bernard THIBAUT (VIANNET avait démarré cela) sur la nécessaire indépendance de la CGT s'accompagnent dans les faits par un véritable rapprochement idéologique de la CGT avec le PCF *muté*.

En regard de ce que les travailleurs ont pu laisser comme acquis, en salaire et en dégradation des conditions de vie et de travail, ce sont des miettes qui ont été octroyées afin de faire passer la pilule des remises en cause effectuées au pas de charge par le patronat aidé du gouvernement de la «*Gauche plurielle*».

Un seul exemple, déjà mentionné dans le journal, celui de la mise en place de l'ARTT à Cégélec (entreprise de sous-traitance en électricité) : 12 jours de congés supplémentaires -dont 6 au seul choix de la direction- contre une aggravation des conditions de travail, une dégradation de la sécurité et une perte de salaire importante qui se double du fait que des milliers de salariés sont maintenant payés en-dessous des minima conventionnels de la profession ! Et ce n'est pas faute d'avoir expliqué, argumenté et lutté. Dans d'autres entreprises, le «*chacun dans sa boîte*» auquel a abouti l'attitude de la CGT aura été particulièrement criminel (des centaines de conflits, tous éparpillés, tous isolés, jamais centralisés par celle qui aurait dû le faire, dont c'était le rôle ; la Confédération. C'était pourtant là, l'occasion d'écouter les «*syndiqués*» !

Ce n'est pas de combativité que manquent les travailleurs, c'est d'un véritable QG de combat ! Jamais les grèves, les luttes n'ont été aussi nombreuses en France mais aussi en Europe (Grèce, Italie, Espagne...).

les liquidateurs ne sont pas seulement à Montreuil mais ils sont présents dans de nombreux départements. Ils démolissent un outil que des générations de travailleurs, bien souvent de leur sang, ont créé face à un patronat sur lequel il ne se faisait aucune illusion contrairement aux bureaucrates actuels mais il est vrai que l'on ne peut plus mordre la main qui vous donne à manger (dans le cas présent, le patronat, qu'il soit du Privé ou du Public, qui reverse des subventions qui renvoient les cotisations syndicales au rang d'argent de poche. 60 à 80% des budgets de la CGT proviennent d'apports extérieurs à la cotisation syndicale).

Enfin, il est nécessaire de dire que ce que l'on nomme l'extrême gauche a sa part de responsabilité. Il y a nécessité de construire une opposition syndicale dans la CGT et ce sur des bases claires et ça, c'est du rôle direct des organisations marxistes-léninistes. Le moindre que l'on puisse dire est que

nous en sommes aujourd'hui très loin. Chaque groupe a pu constituer une sorte de rassemblement de ses propres militants syndicalistes mais ce n'est jamais aller au-delà (les trotskistes du PT font ça très bien et il n'est pas nécessaire de les copier). Ce n'est pas d'un front de syndicalistes LDC à 100% d'accord avec la ligne politique de tel ou tel groupe dont les travailleurs ont actuellement besoin mais d'un front large rassemblant sur une plate-forme revendicative précise et claire.

Lutter contre la criminalisation du communisme

A l'occasion du 50^{ème} de la mort du camarade J.Staline les médias bourgeois et pseudo communistes (l'Humanité...) ont réactivé toutes les contre-vérités anti-staliniennes élaborées et répandues par la propagande nazie. Elles seront reprises et développées après la deuxième guerre mondiale par les services de désinformation de la bourgeoisie et en particulier de l'impérialisme américain. Les mensonges contre Staline masquent une attaque en règle contre le communisme. Les communistes se doivent de répliquer.

Sur notre site internet

Les mensonges sur l'histoire de l'Union soviétique

**Un dossier :
Le faux testament de Lénine**

*Un Article du journal russe « Molniya »
Basé sur la traduction des Nouvelles d'URSS*

*Un article de l'organisation ML ALLIANCE (USA)
Ce qu'ont révélé les archives*

**Les textes attribués à Lénine
D'après les œuvres complètes
édition française 1963**



Bulletin mensuel d'information sur la vie et les luttes du mouvement communiste et ouvrier à travers l'URSS – ASSAMUNSOV 30 rue des Trois Frères 75018

32^{ème} CONGRES DU P «C»F C'EST SUR LA BASE DU MARXISME-LENINISME QUE LES COMMUNISTES CONSTRUIRONT LEUR NOUVEAU PARTI.

La direction actuelle du P «C»F est en réelle difficulté face à une double opposition.

La première est regroupée autour d'une motion de la fédération du Pas-de-Calais intitulée «*Reconstruire le PCF sur des bases révolutionnaire*». Cette motion, soutenue notamment par la FNARC (Fédération Nationale des Associations pour la Renaissance Communiste), la CMC (Coordination des Militants Communistes) et la Gauche communiste a recueilli 24% des voix lors d'un vote organisé dans l'ensemble du parti, le 26 février.

La seconde, constituée autour d'un texte intitulé *Une nouvelle orientation pour un nouvel élan du PCF*, est impulsée en particulier par des économistes (Dimicoli, Boccara) qui ont largement contribué à fonder les bases théoriques de la mutation révisionniste et social- démocrate du parti. Elle a recueilli 22% des suffrages.

Si on fait le compte, la direction Buffet-Hue n'a obtenu que 54% des votes. Le coup est passé près !

Notons que 70% des adhérents n'ont pas participé au vote, signifiant ainsi pour beaucoup leur dégoût, leur découragement ou leur incompréhension. La division et cette indifférence massive montre à quel point le P «C»F est aujourd'hui délabré.

Peut-il sortir une perspective positive de cet état des lieux ? OUI. A plusieurs conditions.

La première est que les milliers d'adhérents qui se sont reconnus dans la motion Reconstruire le PCF sur des bases révolutionnaires ne se fassent pas d'illusion sur la possibilité de transformer leur parti muté en véritable nouveau parti communiste. On ne fait pas du neuf avec du vieux.

La seconde est qu'ils se posent la question : comment la mutation du parti a-t-elle été possible ? S'est-elle faite d'un seul coup, au 31^{ème} congrès ?

N'a-t-elle pas été préparée, depuis de nombreuses années par des révisions théoriques fondamentales ?

La troisième est qu'ils fondent sur le marxisme léninisme les bases révolutionnaires sur lesquelles le nouveau parti communiste doit être construit et qu'en conséquence ils éradiquent toutes les pratiques opportunistes mises en œuvre depuis longtemps par leur parti.

Enfin, la quatrième est qu'ils contribuent à l'unification de TOUS les communistes dans un seul et véritable parti communiste marxiste-léniniste.

Le 1^{er} mai 2002, le collectif MILITANT COMMUNISTE a lancé un APPEL AUX COMMUNISTES intitulé : SURMONTER LES DIVISIONS POUR COMBATTRE LE CAPITALISME ET L'IMPERIALISME. Cet appel a commencé à porter ses fruits.

Nous renouvelons notre appel à la Coordination des Militants Communistes, à la FNARC et aux communistes véritables (ce qui exclut les trotskistes) pour réaliser chaque fois que cela est possible, avec les autres organisations et militants communistes, l'unité d'action sous la bannière commune du marxisme léninisme et aussi de mettre en place des moyens pour progresser pas à pas vers l'unité de tous les communistes dans un seul et véritable PARTI COMMUNISTE.

Concrètement, quel obstacle empêcherait-il de mettre en place un collectif chargé d'organiser ensemble un 1^{er} mai communiste unitaire ? plutôt que d'affaiblir nos forces en les dispersant...

Militant Communiste

A propos d'un article de Partisan FAUT-IL OU NON COMBATTRE LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS ?

Le journal PARTISAN, édité par l' Organisation Communiste Marxiste Léniniste Voie Proletarienne a publié dans son édition de décembre 2002 un article intitulé SOLIDARITE ? PARTAGE ? A notre sens, cet article présente des éléments justes, mais il débouche sur des conclusions erronées.

Marc Roux, l'auteur de l'article, démystifie le discours réformiste qui affirme que les services publics auraient une vocation de solidarité et de partage, qu'ils seraient dans leur nature au service du peuple. Il a tout à fait raison. Il a aussi raison

d'expliquer que dans un Etat capitaliste, les services publics servent avant tout la classe capitaliste en lui fournissant un certain nombre de services essentiels.

Il est tout aussi vrai que nombre de «services publics» développent une politique impérialiste d'exportation de capitaux, de marchandises, quand il ne s'agit pas tout simplement d'exporter la force armée au service des intérêts de l'impérialisme français. Marc Roux pose logiquement la question :

Est-ce ce service-là qu'on nous appelle à défendre sans nuance ?

Pourtant, malgré quelques indices qui laissent penser que la critique ne condamne pas à 100% le service public (exemples : «les services publics servent avant tout la classe capitaliste», «est-ce là les services qu'on nous appelle à défendre sans nuance»), l'article conduit au mot d'ordre dépourvu précisément de toute nuance : «non à la défense de l'entreprise, qu'elle soit privée ou publique», suivi d'un autre mot d'ordre, incontestable celui-là : «oui à la défense des intérêts des travailleurs du public et du privé».

Le premier de ces deux mots d'ordre présente, certes la pureté d'un principe général ; mais il est sans doute par-là même abstrait et éloigné de l'analyse concrète de la réalité.

Le camarade Marc rejette le mot d'ordre de défense des services publics en général, au nom de la nature de classe de ces services. Bien, d'un point de vue général et abstrait. Mais alors, comment expliquer que l'impérialisme français, qui a mis sur pied cet important appareil économique d'Etat au sortir de la seconde guerre mondiale pour «servir avant tout» les intérêts de la classe capitaliste, ait décidé de s'en défaire aujourd'hui ? Ni la nature de classe de l'Etat ni la nature de classe des services publics n'ont pourtant changé !

Posons la question : le maintien des secteurs productifs et des services (énergie, transports, santé, école, formation...) ne serait-il pas devenu un obstacle aux intérêts du capital financier dans la conjoncture actuelle ? La classe capitaliste n'aurait-elle pas un intérêt à les supprimer pour se les accaparer directement par leur privatisation ?

Posons une autre question : Les travailleurs des services publics et la classe ouvrière dans son ensemble n'ont-ils rien à perdre dans la privatisation des services publics ? Aborder la question de la privatisation des services en oubliant ces deux questions concrètes conduit à des conclusions erronées. Il faut une analyse concrète et historique des conditions qui déterminent les positionnements de la classe capitaliste et de son Etat par rapport aux services publics et aux secteurs nationalisés. Il faut aussi une analyse concrète des conséquences de la privatisation des services publics sur les travailleurs de ces services et sur les autres couches populaires. La critique juste des positions révisionnistes et réformistes ne doit pas conduire les communistes à des positions gauchistes.

Le camarade Marc reconnaît d'ailleurs que «pour les besoins mêmes de l'exploitation capitaliste, les exploités doivent être éduqués, maintenus en bonne santé, pouvoir se loger, se déplacer vers leur travail...». La réalité d'aujourd'hui, c'est que «pour les besoins mêmes de l'exploitation capitaliste», les services publics de l'éducation, de la santé, du logement, de l'énergie et des transports doivent être privatisés en fonction du profit financier réalisable et avec toutes les conséquences, la casse des statuts qui permettra d'abaisser les coûts du travail dans ces secteurs et la paupérisation du prolétariat et de la classe ouvrière. Pour la classe capitaliste, la surproduction de la force de travail ne nécessite pas de maintenir les services destinés à l'entretenir.

C'est pourquoi, camarade Marc, si certains appellent à défendre sans nuance l'ensemble du secteur public, nous ne devons pas, pour nous en démarquer, mettre sur le même pied et sans nuance ce qui reste encore des services publics et les «services» lorsqu'ils seront privatisés.

De même, ne faisons pas non plus d'amalgames : même s'ils servent d'un certain point de vue la classe capitaliste, un hôpital public, un médecin et un infirmier, ce n'est pas pareil qu'une caserne, un général ou un flic ! La bourgeoisie ne se trompe d'ailleurs pas : en même temps qu'elle casse les services publics sociaux, elle renforce l'appareil militaire et répressif de l'Etat.

Alors ? Avoir une position révolutionnaire face à la privatisation des services publics c'est, à notre sens, défendre les services publics sociaux et les statuts des travailleurs de ces services, c'est expliquer que leur remise en cause correspond aux besoins actuels de la bourgeoisie capitaliste en crise qui, par tous les moyens, tente d'enrayer la chute des taux de profit, c'est convaincre que la préservation et l'élargissement des services rendus au public et en particulier aux travailleurs, cela nécessite le renversement de cette bourgeoisie et de l'Etat «à son service», leur destruction, et la construction d'une société socialiste

Tel est notre point de vue de communistes face à la privatisation des services publics. Le débat est ouvert !

B.M

47eme Congrès C.G.T

Renforçons la ligne de classe dans la CGT

Le 47eme congrès de la CGT se tient à Montpellier ce mois-ci. Il semble évident que ce congrès devrait intéresser l'ensemble des camarades et militants qui se revendiquent de la lutte de classe, puisqu'en grande partie, c'est dans ce syn-

dicat que l'on trouve le plus grand nombre de travailleurs et le plus de bases combattives (pour combien de temps ?).

Dans la dernière période de son histoire, la CGT a vu des modifications importantes tant dans

ses statuts que dans sa pratique, il suffit de se rappeler les deux précédents congrès :

Le 45° congrès (déc. 1995) : En pleine mobilisation contre la loi Juppé, le bureau confédéral n'appelle pas à la grève générale mais se soucie prioritairement de quitter la FSM (au moment même ou celle-ci reconnaît dans ses statuts la lutte de classe) et abandonne l'article 1^{er} des statuts confédéraux (qui se fixe l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échanges).

De fait, la CGT renonce officiellement (officieusement, c'était déjà fait) de faire en sorte de participer au nécessaire changement de société. Le combat anticapitaliste est abandonné, ce n'est plus du domaine de l'organisation syndicale.

Le 46° congrès (Fév. 1999) : Concrétisation de l'appartenance de la CGT au bloc réformiste de la confédération de la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.). Mise en avant du syndicalisme de proposition en opposition au syndicalisme de contestation. Tentative d'unification sans principe avec la CFDT...

Le 47° congrès, lui, se propose d'en finir, de liquider tout bonnement les restes de ce qui a fondé la CGT :

-Par la modification des structures et du collectage des cotisations

-Par la mise en avant de revendication associant le Capital au Travail comme le Nouveau statut de travail salarié ou le celles concernant le Comité intersyndical de l'épargne salariale.

Les militants marxistes-léninistes savent pertinemment qu'un congrès syndical (CGT ou autre)

est particulièrement verrouillé. Sous une apparence formelle de démocratie, cela va de la rétorsion de contribution (n'apparaissant ni dans la presse confédérale ni sur le site internet) jusqu'au choix cadré des délégués. Tout est fait pour qu'aucun grain de sable –ou le minimum- ne vienne gripper la mécanique des orientations souhaitées par la confédération.

Sauf que, Il y a eu cet avertissement, cette claque salutaire donnée par les syndicats de base et les travailleurs d'EDF/GDF qui n'ont pas marché dans la combine de D. Cohen (dirigeant fédéral) et qui ont voté majoritairement contre le relevé de conclusions Patronat/Syndicats qui les conduisait droit à la privatisation.

Alors, oui, tout est possible ! Tout est permis ! Notamment de penser que de nombreux syndicats ne sont pas prêts de se faire berner et de laisser la casse de leur organisation se faire. S'ils sentent bien que les enjeux de ce congrès sont importants, c'est bien souvent trop abstrait pour qu'ils s'impliquent véritablement dans les débats. Pourtant la bataille n'est pas terminée et ce ne sera pas facile pour la direction réformiste actuellement à la tête de la CGT de continuer ainsi. Les militants marxistes-léninistes, les militants *Lutte de Classe* ont un rôle important à jouer, s'ils se décident à se rassembler, à travailler ensemble, collectivement. Ils doivent le faire ; à commencer par expliquer les enjeux actuels, débattre avec les syndiqués et les militants combatifs et en parallèle ouvrir des perspectives pour lutter...

SB

A propos du «nouveau statut du travail salarié» syndicalisme de classe ou syndicalisme de collaboration de classe ?

(...) «Nous voulons libérer le salariat de l'exploitation et en premier lieu de la subordination de l'employeur dans laquelle le maintient le contrat de travail et le droit du travail tel qu'il est aujourd'hui» (...)

«Rendre possible ce qui ne l'est pas encore !» ainsi s'exprime Maryse DUMAS, Secrétaire de la C.G.T. sur cette nouvelle «revendication» programmatique (1) qui fait penser au réformisme utopique qu'exprimait en son temps le Programme Commun de la Gauche en confondant programme immédiat et programme à long terme, en confondant ce qui peut être arraché dans le cadre du régime capitaliste, et ce qui ne peut l'être qu'une fois celui-ci détruit, ce genre de programme aboutit en fait à

accepter et à «gérer» l'ordre existant parfois même avec une plus grande efficacité.¹

Sur quoi repose le «nouveau statut du travail salarié» ? sur l'idée que tout salarié doit pouvoir bénéficier d'un cumul de ses droits quels que soient les avatars de sa carrière professionnelle. Les droits concernant notamment le salaire, la classification, la convention collective passeraient donc d'une relation contractuelle avec un employeur, individuel ou collectif comme la branche (garanties collectives), au salarié lui-même. Ces droits appartiendraient en propre à chaque salarié, du début à la fin de sa vie professionnelle. Cette garantie inter-professionnelle serait transposable d'une entreprise à l'autre et opposable à chaque employeur.

¹ Document de travail n°2, mai 2002, 40 pages

Cette démarche qui passe du collectif à l'individuel, ressemble étrangement au remplacement de la qualification à la compétence, remplacement imposé avec succès par le patronat depuis un quinzaine d'années. La qualification est le résultat d'une lutte entre le collectif des salariés et le ou les patrons. Elle offre des garanties collectives imposées au patronat (exemple par les conventions collectives et parfois par la loi). La compétence est une caractéristique individuelle du salarié, laissé à l'appréciation du patron et qui a engendré au fil du temps une série de mécanismes de contrôle individuel du travailleur.

Il s'agit en fait d'un droit attaché à l'individu salarié qui le suivrait tout au long de sa carrière même s'il est détaché du collectif de travail même si la C.G.T. insiste sur le côté collectif des droits octroyés aux salariés.

Pour justifier la nécessité de cette nouvelle revendication, ses promoteurs, la direction confédérale de la C.G.T., s'appuient selon une technique éprouvée, sur de prétendues nouvelles situations : la précarité et la mobilité, l'importance du travail dans les petites et très petites entreprises (la moitié des salariés travailleraient dans les entreprises de moins de 50 salariés en France) bref un salariat de plus en plus éclaté....Ainsi les acquis de la pé-

riode précédente (les fameuses «trente glorieuses» pour le capitalisme) seraient objectivement remis en cause. L'argumentation va même plus loin : dans l'introduction du Document de travail n°1 (page 5) Maryse DUMAS précise : «dans les 15 ans qui viennent, la moitié des salariés actuels sera partie en retraite, et avec eux une bonne partie des référents qui ont structuré les relations de travail depuis la Libération». Prétendre que les acquis partent avec ceux qui les ont arrachés est une manière singulière de concevoir l'action syndicale et le rôle de l'organisation. En voulant donner des droits aux précaires et aux chômeurs, plutôt que d'inscrire ces salariés dans le cadre de garanties collectives qu'il faudrait préserver et renforcer, le Nouveau Statut du Travail Salarié revient en fait à accepter le chômage et la précarité (qui sont inhérents au mode de production du système impérialiste-capitaliste), il conduit même à renforcer ces mécanismes en les organisant.

Ce Nouveau Statut du Travail Salarié est un leurre, il ne peut masquer la réalité : l'économie capitaliste est incompatible avec l'abolition du chômage.

Correspondant MC

CONTINUER LA CGT pour un syndicalisme de lutte de classe et de masse

Dans un précédent numéro de MC nous avons présenté et soutenu l'initiative «CGT Lutte de classe» pour un syndicalisme de lutte de classe. Aujourd'hui nous présentons «Continuer la CGT» une autre composante de ce courant oppositionnel à la dérive réformiste de la CGT.

Continuer la CGT 94 boulevard de Picpus 75012 PARIS

Site internet : <http://assoc.wanadoo.fr/continuer.la.cgt> E-Mail : continuer.la.cgt@wanadoo.fr

Dans un document d'octobre 2002 en «Préparation du 47ème Congrès CGT» **Continuer la CGT** après avoir analysé l'orientation réformiste de la CGT et dénoncé la revendication confédérale du «nouveau statut du salarié» avance un certain nombre de revendications que tous les militants syndicalistes «Lutte de classe contre classe» devraient pouvoir défendre en particulier lors du 47ème Congrès :

« **Continuer la CGT** se prononce contre cette pseudo revendication du statut du salarié, mais au contraire pour une plate-forme revendicative offensive à commencer par la défense et l'amélioration des acquis fondamentaux : conventions – statuts – protection sociale – retraite – libertés syndicales – emploi (suppression des CDD – emploi jeunes transformés en CDI), pouvoir d'achat (révision des grilles professionnelles – revalorisation des salaires et retraites), revalorisation des minima sociaux etc..

Continuer la CGT se prononce résolument contre toute restructuration de la CGT tendant à mettre en cause les principes du fédéralisme, au contraire en exigeant leur stricte et démocratique application, ce qui ne signifie pas, négation des nécessaires adaptations au regard de l'évolution des situations.

Continuer la CGT se prononce résolument pour la réintroduction dans les Statuts confédéraux du concept du syndicalisme de masse et de lutte de classe, l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échange (socialisation), le combat anticapitaliste et le nécessaire changement de société.

Continuer la CGT se prononce résolument pour le retrait de la CES et l'abandon du point 256 du rapport du 46ème congrès sur tout rapprochement structurel avec la CFDT

S'agissant des moyens et méthodes de financement de la CGT. **Continuer la CGT** se prononce contre tout reversement de la cotisation syndicale à un quelconque organisme centralisateur et redistribuer aux structures légitimées par la Confédération. Suivant les pourcentages retenus, le syndicat, ou l'organisme de proximité (souvent UL) ayant vocation à regrouper des isolés ou sections de quelques syndiqués, est seul habilité à reverser distinctement à ses structures professionnelles (fédération) et interprofessionnelles (UD et UL) la quote-part des cotisations de ses adhérents.

Nous continuons dans ce numéro à faire connaître les organisations ML qui ont une ligne de conduite non sectaire, favorable à un débat franc et ouvert sur la base du Marxisme Léninisme sur les problèmes théoriques et pratiques qui se posent aux Communistes ainsi que des initiatives qui permettent d'avancer sur ces bases vers l'unité du mouvement marxiste léniniste.

Alliance Marxiste Léniniste est née en 1989, fondée par d'anciens membres de la Société d'Amitié Albanie-Etats-Unis. Elle publie régulièrement un journal "Alliance" présentant des analyses sur la politique et l'histoire du Mouvement marxiste-léniniste. Leur but *«participer à la reconstruction d'un mouvement marxiste-léniniste tant en Amérique du Nord qu'au niveau international et promouvoir une unité de principe, non sectaire entre les forces marxistes-léninistes tant aux Etats-Unis qu'au Canada.»*. - (voir la page d'accueil de leur site Internet : <http://www22.brinkster.com/harikumar/>). A noter que Yahoo-Géocities a brutalement supprimé, sans explication, l'accès à leur site en juin 2001 . On pourra trouver bientôt sur le site de MC, quelques traductions de leur analyses. Nous publions un extrait de l'appel «Zimmerwald 2001 » pour un Front Uni international ML contre la guerre, lancé après l'attentat terroriste du «World trade Center» le 11 septembre 2001.

APPEL ZIMMERWALD 2001

(...)

1) Avant les événements du «World Trade Center» du 11 septembre 2001, le système capitaliste du monde était déjà déstabilisé. Preuve en est la baisse des taux d'intérêt que les gouvernements ont essayé d'enrayer; la surproduction dans l'industrie de l'électronique et des télécommunications – «nouvelles frontières» de la réduction des marges bénéficiaire capitalistes; les rapports tendus sur le pétrole; l'hostilité des blocs commerciaux entre-eux - en particulier de l'Union européenne et des Etats-Unis qui sont à la tête de l'Association de Libre-échange de l'Amérique du Nord (NAFTA); la résistance de la Chine aux tentatives de l'impérialisme américain pour soumettre son commerce. En fait certains de ces rapports tendus ont, à une période pas si éloignée, entraînés la guerre, en particulier dans les Balkans.

2) Tout cela montre que la guerre est inévitable sous le capitalisme; elle permet d'augmenter les profits industriels qui diminuent et de redistribuer le marché mondial au profit du plus fort. Cette atmosphère de fièvre guerrière et chauvine conduit à détourner le prolétariat de sa tâche centrale de destruction du capitalisme. Cette situation politique est très utile au capital mondial, venant après les campagnes anti-globalisation et les importantes manifestations anti-capitalistes de l'année dernière – même si elles sont sous influence spontanéiste et semi-anarchiste.

3) Actuellement la guerre semble être actuellement limitée à l'Afghanistan et s'élargira peut-être vers d'autres secteurs comme l'Irak. Cependant, son but initial est de placer des troupes et du matériel d'une manière permanente dans le secteur Afghan. Le but précis à long terme des marchands de guerre Bush-Blair, est encore incertain et dépendra en partie de la vitesse du rétablissement économique des Etats-Unis ainsi que celui d'autres nations comme la Chine.

4) L'OTAN et l'ONU sont des marionnettes passives des Etats-Unis impérialistes. Cela signifie que les atrocités commises par les Etats-Unis contre plusieurs peuples du Moyen-Orient ont été tranquillement mises de côté par des diplomates internationaux. En particulier en escamotant les abus contre les peuples de Palestine, les peuples

d'Irak et les peuples de Turquie et du Kurdistan. Maintenant la main est levée contre les peuples d'Afghanistan.

5) Selon un schéma répétitif, les Etats-Unis nient toute responsabilités dans les crises actuelles, quels que soient leurs agissements antérieurs. Dans chacun des pays impliqués, la C.I.A. a élevé ces hyènes - comme Saddam Hussein et Osama bin Laden - qui ont appliqué fidèlement les plans des USA en terrorisant leurs propres masses sans réaction des Etats-Unis. Cependant, quand les hyènes désobéissent elles sont attaquées par l'impérialisme US, qui ne se contente pas de châtier seulement les dirigeants mais utilise ses armes contre les peuples et les affame.

6) Indépendamment de savoir qui est responsable pour le désastre du World Trade Center , les marxistes-léninistes condamnent les actions de terrorisme individuel. Ils sont dirigés contre des civils impuissants, victimes innocentes de forces beaucoup plus puissantes. Elles entraînent et justifient la restriction sévère des droits démocratiques les plus élémentaires du prolétariat et rendent l'organisation contre le capital encore plus difficile. Le prétendu Fondamentalisme Islamique est aussi répugnant au prolétariat que le Fondamentalisme juif, le Fondamentalisme hindou ou le Fondamentalisme Chrétien. De plus, ils ne sont pas la cause profonde des événements actuels.

7) Cependant la guerre actuelle qui a été lancée sur un pays, déjà dévasté par les effets des machinations impérialistes précédentes, impose à toutes les organisations ML du monde à s'organiser ensemble pour:

- i) S'opposer activement à la guerre d'agression lancée contre les peuples d'Afghanistan.
- ii) Gagner des positions dans le mouvement antimilitariste spontané pour dénoncer le rôle des Etats-Unis et des autres impérialismes.
- iii) Pour mettre l'accent sur le fait que sans lutte des classes conséquente dans chacun des états agresseurs, ces problèmes liés à la rivalité des impérialistes pour les marchés sont inévitables et se reproduiront.

8) Convoquer dans le proche avenir une conférence pour discuter des moyens pour mettre en œuvre une collaboration active pour atteindre ces buts. (...)

Lundi, le 8 octobre 2001

(1) ISML (International Struggle Marxist Leninist) regroupement international ML à laquelle participe Alliance . Nous présenterons plus en détail ISML dans un prochain bulletin.

IRAK, guerre impérialiste, guerre contre les peuples du monde

Les objectifs de la guerre criminelle que l'administration Bush, instrument direct des intérêts pétroliers et militaro-industriels et représentant les milieux les plus réactionnaires des USA se prépare à mener contre le peuple irakien sont de plus en plus évidents. A la suite de la guerre froide, de nombreux plans et scénarii ont été élaborés, au sein de l'administration américaine, associant universités, chercheurs, stratégies et agences privées dont l'objectif essentiel était d'élaborer des stratégies internationales qui permettraient aux États-Unis de jouer un rôle dominant et exclusif dans le monde.

Une des principales conclusions de ces travaux recommandait au gouvernement américain de commencer par maîtriser les petites et moyennes puissances émergentes (Soudan, Libye, Irak, Corée du Nord, Iran). Il s'agissait de les maîtriser d'abord par un encerclement économique, puis, dans un deuxième temps, d'utiliser la force de frappe pour soumettre les pays qui s'opposeraient aux États-Unis (ainsi les frappes contre le Soudan, la Libye, et l'Irak dans les années 90). Une fois ces pays neutralisés et soumis, il était recommandé de s'occuper des blocs et grands pays. Ces pays, comme tous ceux qui s'opposent actuellement aux visées expansionnistes des États-Unis, ont été décrétés «Axe du mal» par Georges WW Bush.

Une deuxième recommandation importante de la recherche stratégique américaine des années 90, après la chute du mur de Berlin, était de contrôler les principaux champs pétroliers pour permettre au nouvel Empire de dicter sa volonté à l'ensemble des rations. Or, les plus importantes réserves pétrolières se trouvent dans le monde Arabo-Musulman. Le gouvernement américain est particulièrement intéressé par les richesses pétrolières, matière stratégique pour son complexe militaro-industriel, outil essentiel pour la domination impérialiste !

Aujourd'hui, le gouvernement de Bush veut faire la guerre à l'Irak, pays rendu exsangue par dix années d'un embargo implacable et meurtrier. Pourquoi? Après l'Afghanistan (route essentielle pour le pétrole du Caucase), agresser et soumettre l'Irak, c'est compléter et finaliser ce qu'à commencé Bush père qui a dominé le Golfe Arabe et ses ressources pétrolières.

Les experts américains parient également qu'une attaque massive et rapide contre l'Irak permettra de relancer une économie américaine en pleine crise et assurera la réélection d'un président qui, pour ses électeurs, aura vaincu le "Mal" et fait triompher "Le Bien" ! Mais les peuples du monde n'en retireront eux que souffrances accrues, malheur, misère et dégradations phénoménales de leurs conditions de vie, car les super-profits présumés profiteront aux capitalistes sur les dos des travailleurs.

Une autre conséquence catastrophique, déjà très actuelle de cette guerre en préparation, est l'aggravation sans précédent pour le peuple palestinien des exactions criminelles quotidiennes et de la domination coloniale et fasciste du gouvernement israélien dans les territoires occupés. Au cours de la guerre programmée, des transferts massifs de palestiniens sont à redouter, avec l'aval de responsables américains ultra-droitiers. Cette guerre aurait pour finalité de servir les ambitions économiques - notamment pétrolières - et géopolitiques globales d'une hyperpuissance qui se veut le maître du monde.

A cette occasion, des contradictions entre les puissances capitalistes se sont aiguës et s'expriment à présent au grand jour. La superpuissance américaine refuse de partager les fruits de la guerre et met ainsi en danger les intérêts stratégiques de l'Europe Occidentale capitaliste et en particulier l'intérêt pétrolier. Cela ne concerne pas la Grande-Bretagne, alliée historique et stratégique de la superpuissance américaine. Face à cette menace, l'Europe Occidentale capitaliste (représentée par la France

et l'Allemagne) a réagi et constitué un front uni des États impérialistes menacés par la super-puissance américaine.

Mais ne nous y trompons pas, ces États défendent leurs intérêts capitalistes et non l'intérêt des peuples. Et malgré leurs déclarations, ces mêmes gouvernements n'hésiteront pas à larguer leurs bombes sur le peuple irakien, au côté des américains, si leurs intérêts le dictent. A Djibouti, où se trouve la plus importante base militaire française à l'étranger, on s'y prépare depuis longtemps.

Tel des bandits qui se disputent un butin, chaque État impérialiste revendique sa propre part dans le nouveau dépeçage du monde pour l'appropriation des richesses des peuples. Le président de la France l'a d'ailleurs clairement exprimé récemment à la télévision, le refus conjoncturel du gouvernement français de mener la guerre contre l'Irak n'implique aucune contradiction ni aucune opposition avec le gouvernement américain !

Face aux crimes et menaces impérialistes et malgré la répression dont certains sont victimes, les peuples des États-Unis, d'Europe et de bien d'autres parties du monde se sont mobilisés de façon exceptionnelle et manifestent régulièrement contre la guerre, dénonçant les visées expansionnistes de leur propre gouvernement. Cela a provisoirement ralenti la machine de guerre de la superpuissance mais ne suffira pas à l'arrêter.

Face à cette puissante machine de guerre impérialiste et à ses alliés, aux moyens économiques et médiatiques phénoménaux qu'ils ont accaparés, la constitution d'un large front populaire contre toute guerre impérialiste, guidé par un mouvement communiste marxiste-léniniste internationaliste est nécessaire et indispensable pour résister et s'y opposer avec succès.

EN REPUBLIQUE IRAKIENNE, SOUVERAINE ET INDEPENDANTE , SEULS LES PEUPLES IRAKIENS, KURDES SONT EN DROIT DE DECIDER DE LEUR SORT !

SOLIDARITÉ DES PEUPLES DE FRANCE ET D'EUROPE AVEC LES PEUPLES MARTYRS D'IRAK ET DE PALESTINE AGRESSES QUOTIDIENNEMENT PAR L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET ISRAÉLIEN !

HALTE A L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET ISRAÉLIEN QUI SONT RESPONSABLES DE CRIMES CONTRE LES PEUPLES DEPUIS DES DÉCENNIES AVEC LA COMPLICITÉ DE L'IMPÉRIALISME EUROPÉEN DONT L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !

NON AU SURVOL DE LA FRANCE PAR LES ENGINES DE MORT AMÉRICAINS !

DÉNONÇONS L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS QUI VEUT FAIRE CROIRE QU'IL S'OPPOSE A LA GUERRE POUR DES RAISONS HUMANITAIRES, ALORS QU'IL DÉFEND EN RÉALITÉ SES INTÉRÊTS PÉTROLIERS, ÉCONOMIQUES ET STRATÉGIQUES, SUR LE DOS DES PEUPLES IRAKIENS ET FRANÇAIS !

SOLIDARITÉ AVEC LES "BOUCLERS HUMAINS" SUR LES SITES STRATÉGIQUES EN IRAK !

NON A LA GUERRE CONTRE L'IRAK !

NON A TOUTE GUERRE IMPÉRIALISTE QUI SONT DES GUERRES CONTRE LES PEUPLES DU MONDE !

CONSTRUISONS UN LARGE FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE MARXISTE-LÉNINISTE INTERNATIONALISTE !

Correspondant MC